



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation

n°258, mai 2021

Ecriture inclusive
Non le masculin
ne l'emportera pas !

Lire pages 1 et 2

Et une version longue sur le site

La Mauvaise Herbe
la revue de la Cnt-éducation
Abonnez-vous !
Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/fte

La Mauvaise Herbe
n°7
vient de repousser



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Stop bac Blanquer ! Manque de prof.es dans le primaire

Bac Blanquer : c'est la première session cette année et ça bloque toujours! Les lycéen.nes multiplient les actions. (lire nos infos sur notre site) Mais le grand démolisseur de l'école publique tient à ses épreuves finales et à son Grand Oral. Faudra t-il une nouvelle grève des corrections et des examens pour qu'il entende raison ? C'est nous qui déciderons.

AESH : nouvelle journée nationale
de grève jeudi 3 juin



Appels
et rdv
sur le
site

Quant au primaire, le manque de prof.es pour cause-covid fait déraiper les chefs. A St Denis (93), le maire a proposé au Dasein d'embaucher des animatrices payées à l'heure. Ailleurs, de nombreuses classes ont dû fermer par manque de remplaçant.es. A part, l'écriture inclusive qui "violente les rythmes" de lecture, tout va bien ! A ce propos, une Circulaire circule.

Non le masculin ne l'emportera pas !

La sous-représentation des femmes dans les manuels scolaires, qui concourt à leur invisibilisation et la reproduction des stéréotypes de genre, est dénoncée depuis nombre d'années. Plusieurs études ont permis de montrer que les femmes n'y apparaissent qu'à hauteur de 20% et qu'elles y sont souvent représentées comme effectuant des tâches ménagères (1).

Le ministère a-t-il alors choisi d'intervenir pour promouvoir l'égalité et dénoncer les représentations sexistes qui perdurent ? Évidemment non. Au contraire, Blanquer, en bon réactionnaire, préfère taire toutes les

tentatives de démasculinisation de la langue et des idées en tentant de proscrire l'enseignement et l'utilisation de l'écriture inclusive. Sous couvert d'un nationalisme putride, il reprend les arguments fallacieux de celles et ceux qui voudraient encore et toujours que le masculin l'emporte sur le féminin. Une fois de plus, le ministère veut entraver notre liberté pédagogique. Après nous avoir imposé des « évaluations nationales » à tous les niveaux pour nous forcer à bachoter dès la maternelle, il veut nous expliquer ce qu'est la langue française alors qu'il démontre par ses interventions qu'il méconnaît son histoire. .../...

... Non le masculin ne l'emportera pas !

L'écriture inclusive serait donc illisible. Pourtant, pour qui connaît à minima les rouages de la langue, la graphie et la prononciation ne sont pas systématiquement en parfaite harmonie. On imagine bien qu'au ministère, personne ne dit : « euh té cé » pour « etc. ». Là où j'écris « bonjour à tou•tes », je prononce « bonjour à tous et toutes ». Une étude a par ailleurs mis en lumière que l'usage du point médian pouvait dans un premier temps ralentir la lecture, mais que dès la deuxième occurrence, celle-ci redevenait tout à fait normale par effet d'habitude (2). Cependant, hypocrite comme il sait si bien se montrer, Blanquer ose se cacher derrière la défense des jeunes souffrant de dyslexie en dégradant méticuleusement dans le même temps la situation des élèves souffrant de handicap et des AESH. Blanquer, chantre insidieux, du « lire, écrire, compter et obéir » préfère instrumentaliser le handicap pour mieux bâillonner ! Laissons plutôt les prof•es, les élèves, les locuteurs et locutrices continuer à chercher, réinventer et construire une langue et une grammaire qui leur conviennent. Puisque c'est justement l'Usage, que l'on peut considérer comme une sorte d'autogestion spontanée, qui fait qu'une langue reste vivante.

De plus, les pourfendeur•ses de l'écriture inclusive prétendent de façon mensongère que la grammaire serait immuable. Pour ce faire, elles/ils s'appuient sur l'Académie française, dont la parole n'a aucun poids normatif. Cette entreprise de dénigrement de l'écriture inclusive, non seulement nie la réalité masculiniste de la construction historique de ces fâcheuses règles sexistes mais y a activement participé ! Ainsi, il y a quatre siècles, cette fameuse Académie française s'est bien rendue responsable de la suppression des noms de métiers féminins liés à des fonctions considérées prestigieuses. On lui doit aussi la suppression de l'accord de proximité (à l'usage courant jusqu'alors) et l'affirmation péremptoire de la supériorité du genre masculin au motif politique de « la supériorité du mâle sur la femelle » (dixit le grammairien N. Beauzée) (3). Les enjeux sont donc limpides : il ne s'agit pas uniquement de « défendre la langue » mais bien de mettre en œuvre tous les rouages possibles de la domination masculine et de l'ordre patriarcal.

Derrière l'absurde prétendue neutralité du masculin se cache en réalité l'objectif politique de l'invisibilisation de la place des femmes dans l'histoire et dans la langue qui enracine des rapports sociaux de genre inégalitaires. Il n'est plus à démontrer que les normes linguistiques ont un effet performatif contribuant à ancrer durablement des représentations genrées des rôles et des activités sociales (4). Avoir recours à l'écriture inclusive et à des termes épiciènes a donc pour objectif politique et pédagogique l'inéluctable démasculinisation de la langue. À nous de faire en sorte que la langue ne soit plus un outil d'infériorisation ou de division, par ses règles sexistes ou son jargon élitiste. À nous de mettre tou•tes nos élèves sur un véritable pied d'égalité quelque soit leur genre. Il est tout bonnement impossible (et insensé) que l'on utilise le masculin pour parler à l'ensemble d'une classe composée, en partie ou en majorité, de filles.

N'oublions pas non plus les violences faites aux femmes et les féminicides. Cela ne devrait-il pas nous faire prendre conscience qu'il y a urgence à lutter contre le patriarcat et à faire évoluer mœurs et esprits ? L'amélioration de la langue n'est bien entendu pas plus un levier unique que suffisant, mais cette évolution n'en est pas moins indispensable.

Autrement dit, quelques soient les injonctions autoritaires, réactionnaires et régressives du ministère, nous continuerons à lutter pour une éducation émancipatrice et, par conséquent, antisexiste !

(1) Centre Hubertine Auclert, 2012, 2013, 2015, 2017. *Observatoire des inégalités*, « La place des femmes dans les manuels scolaires », 2013.

(2) P. Gyax, N. Gesto, « Féminisation et lourdeur de texte », 2007.

(3) É. Viennot, *Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin ! : petite histoire des résistances de la langue française*, 2014.

É. Viennot, *L'Académie contre la langue française: Le dossier « féminisation »*, 2016.

(4) M. Brauer, « Une ministre peut-il tomber enceinte ? L'impact du générique masculin sur les représentations mentales », 2008.